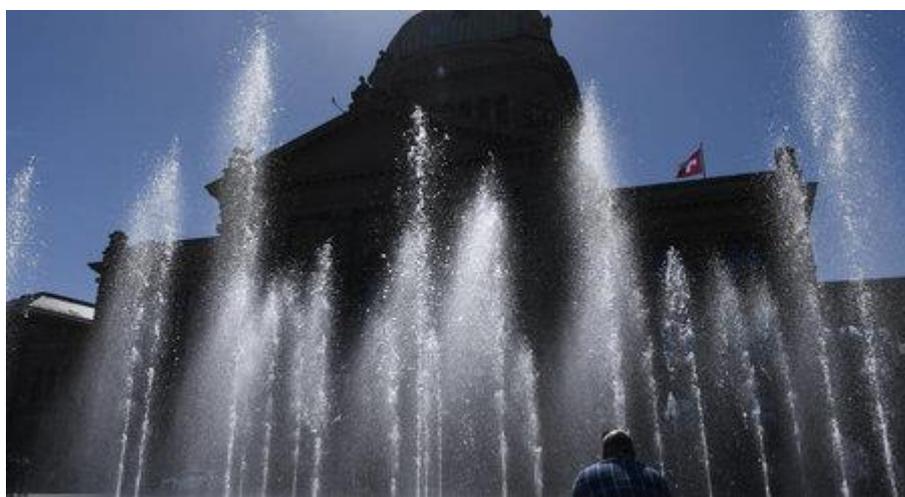


Les atouts de la Suisse: la Constitution et le frein à l'endettement

La Lettre libérale

Abonné

OPINION. La prospérité du pays ne provient pas de l'étendue de l'Etat providence ou des dépenses publiques, mais de l'inscription dans le droit des principes libéraux. Le PIB par habitant ne serait pas le double de celui de nos voisins sans ce cadre institutionnel



[Le palais Fédéral, à Berne, 4 avril 2018. — © ANTHONY ANEX / KEYSTONE](#)



[Emmanuel Garessus](#)

Publié lundi 2 mai 2022 à 06:00

Modifié lundi 9 mai 2022 à 10:52

L'atout institutionnel de la Suisse

L'élection présidentielle française a, pour beaucoup, permis de détailler les lacunes de la démocratie française. Une analyse de la France, notamment si elle porte sur une comparaison avec la Suisse, ne peut qu'être sévère à l'égard de nos voisins. Sur [Contrepoints](#), Xavier Fontanet, ancien président du groupe Essilor et actuel membre du conseil d'administration de L'Oréal et Schneider Electric, met le doigt sur l'atout principal de la Suisse: sa Constitution: «Il y a cinquante ans, à la mort du président Pompidou, nous avions le même PIB par tête que la Suisse qui est aujourd'hui pratiquement 2,5 fois le nôtre; le pays s'est endetté, passant de 30% à 120% du PIB, alors que la Suisse est restée à 30%.»

La situation sur le marché du travail qui en résulte est complètement différente. Le chômage est en Suisse le tiers de celui de la France: «en fait le chômage est négatif si on tient compte des frontaliers qui viennent y travailler quotidiennement. Les seuls Français sont 180 000, soit 3,6% de la population active», avance-t-il.

Lorsqu'on sait, comme l'a indiqué la dernière étude de l'Institut IWP de l'Université de Lucerne, que la raison de la stabilité des inégalités en Suisse depuis un siècle est due au marché du travail et au système de formation duale, on ne peut pas suffisamment insister sur cet aspect.

La cause de cette différence structurelle se situe dans la Constitution suisse, selon Xavier Fontanet. L'entrepreneur observe que «les fonctions régaliennes sont décentralisées au niveau des cantons, inclus l'enseignement et la santé.» Dans le pur esprit libéral, il souligne le rôle de la concurrence entre les cantons dans la compétitivité de la sphère publique suisse.

Le deuxième domaine qui conduit à cette différence, selon Fontanet, est celui de l'éducation. Non seulement l'apprentissage est un moyen d'ajuster l'offre et la demande, mais «les universités sont cantonales, ce qui ne les empêche pas d'être au top mondial. Il est clair que là aussi la concurrence entre cantons joue à fond», note-t-il.

En Suisse, la gauche répète que la prospérité économique provient de l'étendue de l'Etat providence. Xavier Fontanet observe au contraire que le coût de la sphère sociale est de 20% du PIB en Suisse contre 32% en France «grâce au recours aux assurances privées et au système de retraite par capitalisation». Certes le regard de ce dernier est parfois excessivement optimiste. En Suisse, un chômeur ne retrouve pas aisément un emploi, mais la fluidité du marché est nettement meilleure que chez nos voisins.

Les mérites du frein à l'endettement

Un autre atout comparatif majeur de la Suisse réside dans le frein à l'endettement. Le fiscaliste Dan Mitchell, estime, sur son blog [International Liberty](#), que cette mesure, approuvée à 83% par le peuple en 2001, est «le meilleur système au monde». La règle stipule que les dépenses publiques ne doivent pas dépasser les recettes sur l'ensemble d'un cycle économique. Le frein à l'endettement s'accompagne d'une exception en cas d'urgence, ce qui a permis à la Suisse de soutenir la conjoncture durant la pandémie et les mesures de confinement.

Entre 2019 et 2022, le parlement suisse a d'ailleurs été «beaucoup plus responsable que son homologue américain», avance Dan Mitchell. Selon le FMI, la dette publique s'est accrue de 3,4 points en Suisse en trois ans et de 12,8 points aux Etats-Unis. La Suisse devrait à nouveau présenter un budget excédentaire d'un milliard de francs cette année. La croissance économique ne souffrira donc pas du coût de la dette.

Non seulement la gauche mais aussi certains économistes bancaires estiment que le frein à l'endettement est trop rigide. Dan Mitchell cite un rapport de la banque ING déplorant une surestimation des dépenses publiques dans le budget et une sous-estimation des recettes. Effectivement, depuis vingt ans l'endettement diminue en Suisse et augmente fortement dans les autres pays industrialisés. Ne faut-il pas s'en féliciter dans un contexte de hausse des taux d'intérêt? N'est-ce pas la condition nécessaire à une future baisse des impôts?

Au moment où de nombreux gouvernements creusent des déficits déjà considérables pour soutenir le pouvoir d'achat dans une période de hausse des prix énergétiques et alimentaires, la marge de manœuvre dont dispose la Suisse est un atout.

Changer les banquiers centraux qui n'atteignent pas leurs objectifs

La bataille des mots est cruciale dans le monde des monnaies autant qu'en politique. La hausse de l'inflation est souvent mise au compte de la guerre en Ukraine et de ses effets sur les matières premières. Pourtant la hausse des prix dépasse depuis des mois les prévisions des économistes et des banques centrales.

L'origine du dérapage provient avant tout des banques centrales, notamment américaine et européenne, et de leurs politiques non conventionnelles. L'offre de monnaie a largement dépassé les besoins. Le «quoi qu'il en coûte» macronien s'est emparé de la plupart des banques centrales, en particulier depuis l'éclatement de la pandémie.

La tendance a été amplifiée par la confusion des genres entre politiques monétaires et budgétaires, dans un environnement théorique dommageable. Quand les dépenses budgétaires sont financées par les banques centrales, l'inflation ne peut que s'envoler, comme l'écrivent James Gwartney, professeur d'économie à l'Université de Floride, et David Macpherson, professeur d'économie à la Trinity University, sur le site de l'[American Institute for Economic Research](#). De mars 2020 à mars 2021, le Congrès américain a signé des lois covid d'un montant de 5500 milliards de dollars, si bien que les dépenses budgétaires sont passées de 4800 milliards de dollars en 2019 à 6800 milliards en 2020 et 7000 milliards en 2021.

Ces dépenses ont été financées par des emprunts que la Réserve fédérale a accumulés à son bilan. De février 2020 à décembre 2021, les titres au bilan de la Fed sont passés de 4200 à 8800 milliards de dollars, selon Gwartney et Macpherson. La masse monétaire M2 a augmenté de 25% en 2020. Elle s'est ensuite accrue de 13% en 2021. Le resserrement annoncé pour 2022 est extrêmement tardif.

Pour éviter que de pareils dérapages ne se reproduisent, Gwartney et Macpherson proposent d'imiter la Nouvelle-Zélande, où les décideurs sont remplacés s'ils n'atteignent pas les objectifs de stabilité des prix fixés. Aux Etats-Unis, comme dans la zone euro, le mal est fait. Mais il serait avisé de s'inspirer de l'exemple ci-dessus. Malheureusement, la récession est de plus en plus probable à l'horizon de 2023. Qu'on arrête toutefois de l'associer uniquement à la guerre en Ukraine!

Lorsque l'inflation atteint 7,5% dans la zone euro et 8,5% aux Etats-Unis, il est irresponsable de continuer à pratiquer des politiques monétaires aussi accommodantes qu'aujourd'hui. La croissance monétaire est trop forte et les taux d'intérêt nettement trop bas.

L'Occident de la censure et du politiquement correct

Le feuilleton de la reprise de Twitter par Elon Musk est l'un des meilleurs exemples du refus de liberté qui s'installe dans les pays occidentaux.

Un milliardaire sort du bois accroître la liberté d'expression en reprenant un réseau social – un marché si concurrentiel qu'il est impossible d'y imposer sa thèse – et immédiatement la panique s'installe dans les salles de presse.

Le discours politiquement correct des médias publics et des journaux de référence serait menacé par un entrepreneur qui entend respecter scrupuleusement la loi dans tous les pays et faciliter les discours dissidents. Les attaques contre Elon Musk traduisent une triste volonté de contrôle social.

John Stuart Mill doit se retourner dans sa tombe à l'écoute des menaces de la Commission européenne et des commentaires de presse. A peine Elon Musk a-t-il lancé son OPA sur Twitter et donné de premières indications en faveur d'une plus grande liberté de parole que les représentants des idéologies woke, socialistes et vertes se sont levés. Le masque de ces derniers est tombé. Le pluralisme des idées ne doit être possible qu'au sein d'une même caste.

L'opposition à cette dissidence entend se fonder sur des concepts flous de discours de haine et de fausse information. Que ne fait-on pas aujourd'hui pour inverser le sens réel de ces concepts? Il n'est nullement dans mon intention d'encourager les insultes. Par contre, dans l'esprit de John Stuart Mill, toutes les thèses doivent pouvoir s'exprimer, celles du politiquement correct et les autres.

Cette opposition contraste avec les sources mêmes de la culture occidentale. «Ce qui a fait la grandeur de l'Occident fut sans doute de croire que l'homme est précisément celui qui a en lui la liberté et le pouvoir de penser et de faire», écrit Jean-Philippe Delsol dans *Civilisation et libre arbitre. Pourquoi l'Occident est différent* (Ed. Desclée de Brouwer, 2022).

On préfère de plus en plus diaboliser les adversaires politiques ou philosophiques plutôt que de convaincre par ses thèses et ses arguments. En réaction à l'OPA d'Elon Musk, l'UE s'insurge, menace et parle de sanctions, comme si des actes illégaux allaient être commis. Aux Etats-Unis, le président Biden estime subitement que les réseaux sociaux peuvent être une menace.

Les médias craignent, par ailleurs, le retour de Donald Trump sur Twitter, comme s'il n'avait pas le droit de s'exprimer. D'ailleurs le pouvoir politique de ce réseau social n'a pas été découvert par le président républicain. Lors de la campagne présidentielle américaine de 2008, Barack Obama avait dominé John McCain en partie parce qu'il disposait de 20 fois plus de *followers* que son concurrent.

Jean-Philippe Delsol déplore avec raison que «la société contemporaine réclame toujours davantage de liberté en même temps qu'elle s'en remet de plus en plus à des pouvoirs auxquels elle mendie ses chaînes».

Emmanuel Garessus, le temps du 2.5.2022